



## ADOPTION DE LA PROPOSITION DE LOI VISANT À CLARIFIER LES OBLIGATIONS DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES LOGEMENTS

Heureuse de l'adoption le 2 avril dernier, de la proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété dont j'ai été rapporteure au nom de la commission des affaires économiques du Sénat. *Pour rappel, la location de logements dont le diagnostic de performance énergétique (DPE) a été classé "G" est interdite depuis le 1er janvier 2025, ce qui fait craindre la sortie de 600 000 logements du parc locatif dans un contexte de forte crise du logement. Cette proposition de loi a pour objet de clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements.* Elle n'entend pas reporter de telles obligations mais compléter et clarifier leur application afin de préserver les droits des locataires et des propriétaires bailleurs tout en contribuant aux objectifs nationaux de rénovation du bâti. Face à l'ampleur de la crise du logement, j'ai donc souhaité assouplir les conditions d'atteinte des exigences de performance énergétique des logements pour tenir compte des contraintes des propriétaires, sans pour autant modifier le calendrier issu de la loi Climat et résilience.

Mes amendements ont notamment permis :

- **d'élargir le champ des contraintes légitimes** prises en compte par le texte, avec les contraintes architecturales, patrimoniales ou liées au coût des travaux rendant impossibles leur réalisation ;
- **d'étendre le texte au logement individuel** tout en encadrant le délai durant lequel ces logements peuvent être considérés comme décents après l'échéance de la loi Climat et résilience, dès lors que des travaux ont été engagés. Ce délai a été fixé à trois ans pour l'individuel et le collectif en monopropriété, contre cinq ans en copropriété ;
- **de rendre opposable le diagnostic de performance énergétique (DPE) collectif**, lorsque sa classe énergétique permet de satisfaire les obligations de décence. Cette disposition permet de rendre les copropriétés solidaires face à la rénovation énergétique.
- **de réintroduire dans ce texte les dispositions votées par la commission** des affaires économiques dans le cadre de la proposition de loi, présentée par Michaël Weber, **visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien** tout en ajoutant une disposition en faveur des travaux d'amélioration du confort d'été.
- **de demander au gouvernement d'envisager une réforme du coefficient de conversion**, particulièrement pénalisant pour les logements chauffés à l'électricité, comme je l'avais exprimé dans la proposition de loi que j'avais déposée avec mon collègue Cyril Pellevat sur ce sujet.

Ce texte sera prochainement examiné par l'Assemblée nationale. Je souhaite sincèrement que les équilibres entre les droits des locataires et ceux des propriétaires ne soient pas remis en question. Retrouvez l'intégralité de ce texte [au lien suivant](#).

## OFFRE DE SOINS INFIRMIERS EN HAUTE-SAVOIE : J'AI RÉCLAMÉ UN PLAN D'URGENCE AU GOUVERNEMENT !

Fin mars, j'avais échangé avec Fabienne Durand, présidente du conseil de l'ordre infirmier de Haute-Savoie et Anne Tholomier, sur de nombreux sujets d'actualités en lien avec l'exercice de leur profession.



Nous avons notamment abordé le contenu de la prochaine proposition de loi sur la profession d'infirmier, à l'ordre du jour du Sénat début mai, la pénurie d'infirmiers en Haute-Savoie, notamment en zone frontalière et les conséquences dramatiques de la réforme de l'indemnisation kilométrique des infirmiers libéraux.

A l'occasion de la séance des questions orale du 29 avril dernier, j'ai donc souhaité **à nouveau alerter le gouvernement sur la situation dramatique de la Haute-Savoie quant à la densité d'infirmiers libéraux** : notre département se situe à la 89ème position nationale avec 79,6 infirmiers pour 100 000 habitants alors que la moyenne française s'élève à 143 infirmiers pour 100 000 habitants. En zone frontalière, les chiffres sont encore pires : 27 à 56 infirmiers pour 100 000 habitants à Annemasse, Gaillard, Ville-la-Grand ou Cruseilles ! Ces villes deviennent de véritables déserts médicaux où les patients se voient refuser des soins, faute de professionnels disponibles.

**L'attractivité de la Suisse n'explique pas tout !** La dégradation des conditions d'exercice côté français pose véritablement question : complexité administrative, explosion des charges, difficulté à trouver des remplaçants, et surtout baisse des indemnités kilométriques qui a amputé jusqu'à 20 % du chiffre d'affaires des infirmiers libéraux en exercice en zone de Montagne ! Au-delà, on ne peut que déplorer l'abandon de cette profession par les pouvoirs publics depuis tant d'années : les tarifs infirmiers n'ont pas été revalorisés depuis 2007 ! Les infirmiers libéraux sont soumis à un système de facturation complètement ahurissant où, dans le cas de soins multiples, le premier soin est facturé à 100 %, le deuxième à 50 % et le troisième est gratuit ! Aucune autre profession n'est ainsi traitée : il est grand temps de redonner un véritable statut et une reconnaissance à ces professionnels de santé qui agissent au plus près des territoires et qui favorisent le maintien à domicile, infiniment moins coûteux qu'une admission à l'hôpital ou dans une structure spécialisée.

Retrouvez l'intégralité de la vidéo de mon intervention et la réponse du Ministre [au lien suivant](#).





# #SÉNATRICE ENGAGÉE ET À VOTRE ÉCOUTE!

## MOBILISÉE SUR L'INDEMNITÉ DE RÉSIDENCE AUX AGENTS DES TROIS FONCTIONS PUBLIQUES

En septembre 2023, le Ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, alors en visite en Haute-Savoie, annonçait la possibilité d'octroyer une indemnité de résidence aux agents des trois versants de la fonction publique. Si cette annonce était attendue de longue date, **elle a cependant suscité de nombreuses interrogations** : en effet, certaines communes ont été déclarées éligibles alors que d'autres, parfois limitrophes, ont été exclues du dispositif. Consciente de ces disparités et des difficultés qu'elles engendrent localement, **je suis intervenue à plusieurs reprises auprès du Gouvernement et du Préfet afin d'obtenir une extension du périmètre des communes bénéficiaires.**



Ces démarches ont permis des évolutions significatives : en décembre 2023 et en juillet 2024, **faisant ainsi passer le nombre de communes éligibles de 61 en septembre 2023 à 143 aujourd'hui !**

Néanmoins, je reste pleinement consciente que les difficultés de recrutement persistent et que, **pour les 136 communes restantes exclues du dispositif, une révision de leur statut pourrait leur permettre de déployer de nouveaux leviers en faveur de l'attractivité et du maintien des agents publics sur leur territoire.**

Pour rappel, les communes concernées par cette faculté sont celles classées en zone géographique A, conformément aux dispositions de l'article D. 304-1 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que celles appartenant à une unité urbaine comprenant au moins une commune classée en zone A.

À ce titre, j'ai engagé des discussions avec l'actuelle Ministre du Logement, qui s'est montrée disposée à étudier toute opportunité de modification du zonage.

Afin d'étayer cette démarche et de présenter les arguments les plus solides à l'appui d'une nouvelle extension, je souhaite recueillir toutes les informations et données pertinentes.

**Je remercie les communes qui m'ont fait parvenir leur contribution susceptible de nourrir ce plaidoyer collectif qui m'a permis de saisir à nouveau le gouvernement de ce sujet.**

Je sais combien toutes les communes de Haute-Savoie sont confrontées à la cherté de la vie et à la concurrence avec d'autres collectivités qui elles, y sont éligibles.

**C'est pourquoi, vous pouvez compter sur ma détermination à poursuivre ce travail engagé il y a près de deux ans, avec la volonté constante d'obtenir des avancées concrètes pour notre territoire.**

## HOMMAGE À SABINE OPILLIART

Nous étions très nombreux le 4 avril dernier, à rendre un dernier hommage à Sabine Opillart, Sous-préfète de l'arrondissement de Thonon-les-Bains, disparue subitement le 26 mars. Arrivée dans notre département le 8 juillet 2024, elle a su très vite adopter ce magnifique territoire et maîtriser ses nombreux enjeux. Femme de terrain, pragmatique, dotée d'une chaleur humaine naturelle, elle est rapidement devenue une interlocutrice appréciée de tous les acteurs, et particulièrement des élus. Nous garderons longtemps le souvenir de son passage bien trop court parmi nous.



Me contacter



## INCERTITUDES DU DISPOSITIF DILICO ET DIFFICULTÉS POUR L'ÉLABORATION DES BUDGETS LOCAUX

Par le biais d'une question écrite, j'ai saisi le gouvernement sur les difficultés rencontrées par de nombreuses collectivités territoriales dans l'élaboration de leur budget primitif pour l'exercice 2025, en raison du manque de précision sur les modalités de calcul du dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (DILICO).

Ce dispositif, introduit par la loi de finances pour l'année 2025, prévoit le prélèvement d'un milliard d'euros sur les recettes de certaines collectivités, dont 250 millions sur les communes et autant sur les EPCI.

Toutefois, à ce jour, les collectivités concernées ne disposent toujours pas des informations nécessaires pour identifier avec précision leur éventuelle contribution, notamment la liste des communes et EPCI contributrices et le montant exact du prélèvement qui leur sera appliqué.

Cette incertitude complique considérablement la préparation budgétaire, alors même que la date limite pour l'adoption des budgets locaux est fixée au 15 avril 2025.

Cette situation place les élus locaux dans une posture d'incertitude, les contraignant à voter un budget sur la base d'hypothèses et sans garantie quant à l'impact réel du Dilico sur leurs finances.

J'ai donc demandé au gouvernement de m'indiquer quelles mesures il entend prendre pour garantir aux collectivités concernées une information claire et détaillée sans les meilleurs délais. A ce jour, je n'ai pas encore obtenu de réponse à [cette question](#).

## RAVIE DE RECEVOIR AU SÉNAT LES ÉLÈVES DU SISAM ET LES MEMBRES DE L'ASSOCIATION AFTC74

Avec mes collègues sénateurs, nous avons eu grand plaisir à accueillir les élèves du Syndicat Intercommunal Sciez Anthy Margencel pour leur faire découvrir le Palais du Luxembourg. Ils ont également pu participer à la cérémonie de ravivage de la flamme sous l'Arc de Triomphe.



J'ai également eu la joie de faire découvrir le Sénat et mon rôle de législateur aux membres de l'association AFTC 74, conduite par Alain Germain.



Permanence Parlementaire - 16, place de l'Hôtel de Ville - 74 800 La Roche-sur-Foron

Téléphone: 04.50.25.18.10 - [s.noel@senat.fr](mailto:s.noel@senat.fr) - [www.sylvianoel.fr](http://www.sylvianoel.fr) - [www.senat.fr](http://www.senat.fr)



# #SÉNATRICE SUR LE TERRAIN

## EN BREF !

- Cérémonie de prise de fonction de Madame Emmanuelle DUBEE, nouvelle préfète de la Haute Savoie.



- Assemblée générale des communes forestières de Haute-Savoie, au cours de laquelle nous avons eu le plaisir de remettre la médaille du mérite agricole au grade de chevalier à Philippe Macheda.



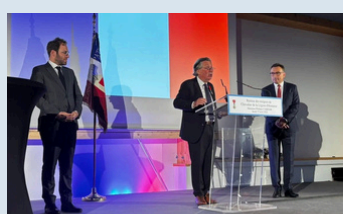
- Inauguration de l'unité de dépollution de Cusy et Saint Félix.



- Inauguration de la nouvelle station d'ultrafiltration de l'eau potable aux Carroz.



- Inauguration de la réhabilitation de la mairie, du Flow Park et des travaux de sécurisation du passage à niveau de Groisy.



- Cérémonie de remise de la légion d'honneur à Philippe CARRIER par Guy METRAL.

## INAUGURATION DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE LA MAIRIE DE MÉGEVETTE

Bien plus qu'un lieu où l'on réalise ses formalités administratives d'état civil ou d'urbanisme, les mairies dans nos villages sont bien souvent le dernier service public existant, celui où l'on trouve de l'aide, une assistance ou juste une oreille attentive. Merci aux élus locaux et au personnel de nos mairies de remplir ces missions irremplaçables et essentielles au quotidien.



## A LA RÉGION

- Inauguration de la Villa Cohendier à Saint-Pierre-En-Faucigny

Le 5 avril, j'ai représenté le Président de la Région lors de l'inauguration de la Villa Cohendier.

Située en plein cœur d'un splendide parc au cœur de la commune de Saint-Pierre, cet espace d'exposition immersif dans son écrin de verdure deviendra un lieu d'exposition incontournable de notre département, à visiter absolument ! La Région Auvergne-Rhône-Alpes est fière d'avoir accompagné les élus dans cette magnifique réalisation.



- Sur le terrain, aux côtés du Vice-Président de la Région, Philippe Meunier, délégué à l'aménagement du territoire
- Obtenir un barnum au profit des associations de ma commune

Avec Philippe Meunier, le 15 avril dernier, nous avons posé la première pierre d'un chalet de la faune et de la flore à Epagny Metz-Tessy puis visiter à Saint Jorioz, le chantier de rénovation et d'extension du gymnase de l'entente intercommunale, deux équipements ayant bénéficié du soutien massif de la Région.



- 350 personnes étaient présentes à Cornier à la rencontre de Laurent Wauquiez. Force, courage et ambition pour notre pays : une magnifique soirée porteuse d'espoir !



Ce dispositif est ouvert à toutes les communes éligibles au « bonus ruralité » de la Région, c'est à dire les communes de moins de 2 000 habitants et situées hors métropoles.

Un seul barnum sera attribué par commune. Le barnum sera cédé à titre gratuit par la Région. Les communes bénéficiaires s'engagent à le stocker, l'entretenir et le mutualiser au maximum, à la destination exclusive des associations locales.

Retrouvez toutes les modalités pratiques pour en faire la demande [au lien suivant](#).

Me contacter



Permanence Parlementaire - 16, place de l'Hôtel de Ville - 74 800 La Roche-sur-Foron

Téléphone : 04.50.25.18.10 - [s.noel@senat.fr](mailto:s.noel@senat.fr) - [www.sylvianoel.fr](http://www.sylvianoel.fr) - [www.senat.fr](http://www.senat.fr)